PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

La scène politique s'emballe

Intenses activités politiques ce week-end. Le week-end qui vient de s'écouler a été caractérisé par une intense activité politique. Avec, notamment, des sessions extraordinaires des conseils consultatifs nationaux des cinq gros bras de la mouvance verte qui ont donné leur quitus à deux projets d'intégration : MSP-FC, d'une part, et FJD-Nahda-El Binaa, d'autre part. Ceci en plus de la décision de boycott des prochaines élections législatives décidée, hier, par le comité central du parti des Avant-gardes des libertés et d'autres activités organiques. Dont, notamment, le RCD qui a réuni son secrétariat national dans une session mensuelle ordinaire en sus de la poursuite d'un planning de conférences-débats entamé depuis des semaines. Il y a eu également la sortie du patron du RND du côté de Blida aux côtés d'activités purement organiques d'autres partis, à l'image du Front el Moustaqbel, de l'ANR et du mouvement Islah.

M. Kebci

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le parti de Benflis boycottera

Comme prévu, le parti des Avant-gardes des libertés boudera les prochaines élections législatives. Le comité central du parti, convoqué, hier, dans sa troisième session ordinaire, en a décidé ainsi sur la base d'un constat de la situation politique, économique et sociale prévalant dans le pays et des rapports portant conditions politiques, juridiques et institutionnelles dans lesquelles interviendra ce scrutin.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Il faut dire que les concertations lancées depuis des semaines au niveau des structures de base à ce sujet ne laissaient aucun doute quant à cette option. Ajoutez à cela les interventions publiques et médiatiques du président du parti qui ne laissaient aucun doute.

Une constance dont a fait preuve également Ali Benflis, hier dans son allocution d'ouverture des travaux de cette session, lui pour qui, au bout de son constat sur la situation du pays empreinte d'une «impasse politique totale» couplée à une «grave crise économique» et à une «dangereuse montée des tensions sociales», a invité son auditoire à arrêter une décision qui «n'est pas une décision banale car loin d'être prise à partir de rien». Et ce mal profond auquel le régime en place propose un remède est «loin d'être adapté à la gravité de la situation, puisque c'est un «placebo» que constituent ces prochaines élections législatives.

Une manière de faire qui «ne nous surprend pas car nous savons, et toutes les Algériennes et tous les Algériens savent avec nous, que la priorité des priorités pour le régime politique en place est sa pérennité et sa survie et face à cette priorité-là, tout le reste passe au second plan», estimera Benflis. Et ce régime politique, poursuivra-t-il, «n'a qu'une seule stratégie qui a fait sa réputation et dont il maîtrise parfaitement tous les rouages, celle du passage en force, de la fuite en avant et de la diversion qu'il renouvelle à l'occasion de ces élections que l'on s'échine à nous présenter comme une opération normale devant se dérouler dans un pays en situation normale». Des élections qui ne seront, prédira-t-il, «qu'une autre étape banale dans la perpétuation du déni de citoyenneté et de la confiscation de la volonté populaire, ne donneront qu'un sursis et un nouveau souffle au système politique, éloigneront l'heure de l'édification de l'Etat de droit, seront une autre occasion manquée perpétuant le règne de l'illégitimité et de la non-représentativité et amplifieront la perte de crédit de nos gouvernants ainsi que la défiance profonde qu'ils suscitent auprès des gouvernés, ne sont qu'un artifice pour occulter l'impasse politique, la crise économique et la montée des tensions sociales et détourner l'attention prioritaire qui devrait leur être accordée et, enfin, ne sont que cette même source d'où continueront à puiser la stagnation et l'immobilisme ravageurs dont souffre notre pays».

Photo : Samir Sid

Ali Benflis, SG des Avants-gardes des libertés.

Suffisant pour susciter des applaudissements nourris de l'assistance à maintes reprises avec des voix s'élevant faisant part de l'option du boycott qui ne faisait pas ainsi l'ombre d'un doute quant à sa matérialisation le moment du vote intervenu vers 16h avec seulement 16 voix pour la participation, 3 abstentions alors que le reste des 288 membres présents en sus des 22 ayant voté par procuration ont adopté le mot d'ordre du boycott.

Et cette option du boycott qui prouve, selon Benflis, que le parti des Avant-gardes des libertés est «porteur d'un projet politique, a une identité politique et une ligne politique et qui ne sont pas à géométrie variable, c'est-à-dire modulables au gré des conjonctures passagères, des calculs à courte vue et des petits bénéfices que peuvent procurer les petites tactiques politiciennes». Pour lui, «il n'y a pas de grands bénéfices à attendre des petites causes car il n'y a que les grandes causes qui rendent même les gains les plus petits plus gratifiants et plus honorables».

Avec cette décision, le parti des Avant-gardes des libertés rejoint Jil Jadid, le seul jusqu'ici à avoir annoncé la bouderie des prochaines élections législatives au moment où la quasi-totalité des partis, toutes obédiences confondues, y sont partants.

M. K.

APRÈS UNE RÉUNION PRÉSIDÉE PAR AHMED OUYAHIA DANS CETTE WILAYA

Un homme d'affaires, tête de liste RND à Blida

Dans un regroupement tenu à huis clos avec ses cadres de la wilaya de Blida, le secrétaire général du RND, Ahmed Ouyahia, a désigné, ce week-end, le P-dg du groupe SIM, Abdelkader Tayeb Ezzeraïmi, à la tête de la liste des candidats RND pour les prochaines élections législatives. Tout comme il a réparti les tâches à ses différents partisans ainsi que des directives inhérentes aux activités de son parti dans la wilaya de Blida.

Profitant de sa présence dans la ville des Roses, Ahmed Ouyahia est revenu sur les évènements qui ont secoué, ces derniers jours, quelques villes du pays par rapport à la loi de finances 2017 pour sensibiliser le citoyen algérien contre tout soulèvement qui aura des conséquences néfastes pour la stabilité du pays.

Dans un discours adressé aux cadres de son parti, le secrétaire général du RND est revenu sur la question de la crise financière qui secoue l'économie du pays et qui pour lui a été imposée à l'Algérie suite à la chute des prix du pétrole.Il considère, dans ce contexte, que l'Etat n'avait d'autres solutions que d'entreprendre une politique de gestion s'adaptant à la réalité de la situation économique pour laquelle le citoyen algérien, dira-t-il, doit être conscient de cet état de fait.

Il s'adressera également aux partis de l'opposition pour les inviter à proposer des solutions à cette crise et permettre au pays de surpasser ces avatars.

Il terminera son allocution par dire que la stabilité de l'Algérie est une priorité qui concerne tout un chacun et que le comportement de ceux qui profitent du vent des protestations sous prétexte d'augmentation des prix pour déstabiliser le pays est un comportement irresponsable.

M. B.

LOUISA HANOUNE À MASCARA :

«La politique d'austérité est une provocation»

Animant un meeting à Bou-Hanifia, la secrétaire générale du Parti des travailleurs n'a pas fait dans la dentelle lors de son intervention devant une assistance nombreuse.

Louisa Hanoune commencera par évoquer ce début d'année sanglant en évoquant la tragédie d'Istanbul et la continuité des attentats en Irak, les imputant aux conséquences de l'économie capitaliste et l'ingérence de forces occidentales dans certains pays.

Elle enchaînera en revenant sur les événements et troubles vécus par certaines wilayas du pays commandités, dira-t-elle, par des voix anonymes appelant à la désobéissance civile et au désordre. Heureusement que le sang n'a pas coulé s'exclamera-t-elle, assez assez poursuivra-t-elle, de ces manœuvres qui veulent encore une fois plonger le pays dans l'inconnu.

Pour Louisa Hanoune, ces jeunes qui sont sortis pour exprimer leur désarroi dans la rue ne sont avant tout que victimes de la politque d'austérité provocatrice à l'endroit des couches démunies. Avec sa virulence coutumière, elle reviendra aussi sur la loi des finances et la loi sur le départ à la retraite en dénonçant l'imposition qui ne touchera, fera-t-elle savoir, que la majorité des citoyens alors que la minortié, celle de ceux qui ont amassé des fortunes colossales sera épargnée. Comment peut-on rester serein, dira-t-elle quand la suppression de un million d'emplois est annoncée. Notre pays a eu du mal à sortir de l'endettement et rebelote voilà que l'on semble y revenir.

Notre ennemi est la Banque mondiale, ajoute-t-elle, et nous ne voulons pas de somalisation de l'Algérie, Qui aujourd'hui pousse ses enfants à la mer parce qu'ils ont perdu confiance. Puis, elle dénoncera les décisions de faire retourner les

Photo : Samir Sid

Louisa Hanoune, SG du PT.

migrants dans leur pays qu'ils ont fui, c'est-à-dire en enfer alors que, jadis, l'Algérie était un pays d'asile. Ceci est aussi la conséquence de budgets qui ont été charcuttés comme ceux du ministère de la Solidarité. Dans ce marasme et cette politique meurtrière, se passent des choses qui dépassent l'entendement. Ceux qui composent l'oligarchie, eux n'en ont cure et de l'autre côté M. Chakib Khelil continue à se pavaner en toute impunité, lui qui doit rendre des comptes aux Algériens.

Alors, s'interroge-t-elle, qui est derrière lui ? Qui lui organise ces rencontres ? La sonnette d'alarme ne cesse de retentir, clame Louisa Hanoune et il est urgent de prendre des décisions appropriées pour éviter le pire à notre pays.

M. Meddeber